

Mobilité du futur 2025-2030

Cibler ses voyages d'affaires



Les décideurs politiques doivent
fixer des mandats visant à réduire de
moitié les émissions liées aux voyages
d'affaires et promouvoir des mesures
permettant de les cibler

1. Des gains rapides



Compétitivité

Les entreprises peuvent augmenter leur productivité grâce à l'utilisation d'outils de collaboration en ligne, tout en économisant leurs coûts et le temps précieux de leurs employés en se concentrant sur les voyages essentiels; améliorant ainsi leur image, leur attrait et leur succès global.



Équité

L'opinion publique est favorable à de plus grands efforts de la part des voyageurs fréquents, aisés et dont les déplacements sont polluants (en jet privé, business class ou première classe). Les employés ont plus de liberté de choix quant au moment et à la manière de voyager. Les communautés vivant à proximité des aéroports trouvent un meilleur équilibre en termes de qualité de l'air et de santé, avec moins de pollution.



Durabilité

Les voyages d'affaires représentent une opportunité clé pour réaliser d'importantes réductions d'émissions à court terme. Le transport ferroviaire, l'utilisation d'outils de collaboration en ligne, et les voyages de longue durée offrent des opportunités économiques et d'emploi, et soutiennent des modèles d'entreprise durables.

Les voyages d'affaires sont l'occasion de réaliser à court terme des réductions d'émissions dues à l'aviation et à l'utilisation du pétrole

2. Fenêtre d'intervention

L'action est nécessaire...

- ▶ Les transports, et en particulier l'aviation, sont les « enfants à problèmes » de l'action climatique. Les émissions de l'aviation ont plus que doublé depuis 1990 jusqu'à 2019. La demande de kérosène en 2022 et 2023 a contribué à près de la moitié de l'augmentation de la demande mondiale de pétrole, à un moment où la sécurité énergétique exige de réduire la consommation de pétrole. En l'absence de mesures énergiques, les émissions dues à l'aviation pourraient doubler ou tripler d'ici 2050.
- ▶ Les voyageurs fréquents, moins de 1 % de la population mondiale, sont responsables de plus de 50 % des émissions de l'aviation; les voyages d'affaires étant l'un des principaux facteurs car ils représentent 25 % du trafic aérien. Parmi un échantillon de 325 grandes entreprises mondiales en Europe, aux États-Unis et en Inde, 25 d'entre elles représentent à elles seules plus d'un tiers des émissions (36 %).
- ▶ Selon les prévisions actuelles, les solutions technologiques pour réduire l'impact environnemental de l'aviation ne seront développées à grande échelle qu'après 2030. À court terme, jusqu'en 2030, en conservant les émissions des voyages d'affaires à 50 % des niveaux de 2019, près de 15 % des émissions de l'aviation pourraient être évitées.

... et réalisable

Les autorités internationales et européennes ont identifié les voyages d'affaires comme l'opportunité pour réduire significativement et à court terme les émissions de l'aviation et la consommation de pétrole¹. Les entreprises mondiales ont tiré des leçons de la pandémie en réduisant le nombre de vols fréquents, grâce à des voyages combinés, à des outils de collaboration en ligne et au recours au train lorsqu'il existe des alternatives.

Les données de la campagne Travel Smart, lancée en 2022, montrent qu'une quantité importante de entreprises ont innové dans leurs pratiques de voyages d'affaires en prenant moins l'avion. En 2022, un peu moins de la moitié des voyageurs fréquents de notre échantillon, 115 sur 235, ont été en mesure de maintenir leurs niveaux d'émissions bas, avec des réductions de 50 % ou plus par rapport à 2019². Les derniers chiffres pour 2023 confirment que des entreprises telles que Swiss Re, AstraZeneca, EY et IKEA ont maintenu cet élan. Cependant, pour de nombreuses autres, les émissions repartent à la hausse, ce qui montre qu'une action politique est nécessaire.

[Notre étude](#) a révélé que 28 entreprises, parmi lesquelles ABN AMRO, Publicis, Simon-Kucher et Steelcase, ont mis en place des politiques visant à remplacer les vols d'affaires par le rail. Par ailleurs, notre sondage menée dans huit pays a montré que les trois quarts des employés souhaitent que leur entreprise fixe des objectifs pour réduire les déplacements en avion, tandis qu'une majorité de voyageurs sont prêts à prendre des mesures pour réduire l'impact de leurs déplacements.

Les entreprises s'engagent à jouer leur rôle dans l'atténuation des effets du changement climatique et à réduire les émissions dues aux déplacements. Les législateurs doivent aider les entreprises à atteindre cet objectif.



1. Feuille de route de l'Agence internationale de l'énergie [Net Zero by 2050 et 10-point plan to cut oil use](#); étude d'impact de la Commission européenne sur [2040 climate target](#). T&E, [How Europe can cut its oil demand by a third by 2030](#).
2. L'objectif de la campagne Travel Smart a été fixé sur la base de l'analyse rigoureuse de la [feuille de route de Transport & Environment pour une aviation climatiquement neutre](#), qui montre qu'une réduction de 50 % de l'ensemble des voyages d'affaires est nécessaire au cours de cette décennie, afin de maintenir l'aviation dans une voie compatible avec une planète à 1,5°C

3. Des exemples de politiques exemplaires montrent la voie à suivre³

Mandats

Aux Pays-Bas, à partir de juillet 2024, les entreprises de plus de 100 employés devront rendre compte au gouvernement de leurs émissions liées aux déplacements et des progrès réalisés en vue de la **réduction obligatoire de 50 % des émissions liées à la mobilité domestique** d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2016.

En France, le plan de sobriété énergétique du gouvernement demande **aux entreprises de réduire leur consommation d'énergie pour les déplacements en prenant le train pour les trajets de 4 heures** ou moins, au lieu de l'avion. La Suisse, les Pays-Bas et les États-Unis donnent l'exemple avec des exigences similaires et/ou des objectifs de réduction des émissions **pour les déplacements des fonctionnaires**. La Commission européenne montre la voie en s'engageant à réduire de 50% les émissions liées aux voyages d'affaires de son personnel d'ici 2024, par rapport à 2019 (et de la même manière pour les voyages d'experts externes).

En Europe et aux États-Unis, l'attention est attirée sur les efforts de **réduction des émissions liées aux voyages d'affaires en exigeant leur**

En France, le plan de sobriété énergétique du gouvernement demande aux entreprises de réduire leur consommation d'énergie pour les déplacements en prenant le train pour les trajets de 4 heures ou moins, au lieu de l'avion

publication annuelle. La directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises étend les exigences aux émissions de type Scope 3, dont les émissions liées aux déplacements professionnels, pour 50 000 entreprises exerçant des activités dans l'Union européenne. Le Royaume-Uni et la France exigent déjà des entreprises qu'elles rendent compte annuellement de leurs émissions de gaz à effet de serre. Les facteurs de conversion pour la déclaration des gaz à effet de serre du Royaume-Uni **tiennent compte de l'ensemble des effets sur le climat des voyages d'affaires** en incluant un facteur d'indice de forçage radiatif pour prendre en compte les effets non-CO2 des traînées de condensation, ainsi que les émissions de CO2. Aux États-Unis, la Californie a adopté une loi novatrice sur la responsabilité des entreprises en matière de données climatiques (*Corporate Climate Data Accountability Act*) qui impose à plus de 5 000 grandes entreprises opérant dans l'État de rendre compte des émissions liées aux déplacements professionnels.

En ce qui concerne la **fixation des objectifs**, la nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (*Corporate Sustainability Due Diligence Directive*) oblige les entreprises à adopter des plans de transition climatique. Le cadre de divulgation du groupe de travail britannique sur les plans de transition (*UK Transition Plan Taskforce Disclosure Framework*) fournit plus de détails, préparant le terrain pour des objectifs spécifiques y compris pour les émissions de scope 3, à intégrer dans les **plans de transition climatique des entreprises**.

3. Pour plus de détails, voir les dernières nouvelles de la campagne Travel Smart sur l'évolution des politiques en matière de voyages d'affaires.

Cadre favorable



Rail

Pour permettre le passage des voyages en avion à des voyages en train, la loi américaine sur l'emploi et les infrastructures (*US Jobs & Infrastructure Act*) a investi dans l'**amélioration des services ferroviaires** desservant les grandes villes telles que Chicago et Los Angeles.

En Europe, la prochaine Commission européenne devra publier la législation retardée sur les services de mobilité numérique multimodale (*Multimodal Digital Mobility Services*), afin d'**améliorer la billetterie transfrontalière**.



L'impact complet de l'aviation sur le climat

Les entreprises doivent tenir compte des émissions de carbone et des autres gaz à effet de serre émis par les traînées de condensation des avions. 44 grandes entreprises mondiales, dont Pfizer, Veritas Technologies et Telefonica, le font déjà. Pour ce faire, les données d'émissions et les normes de calcul définies par Emissions Trading System's Monitoring, Review and Verification framework, CountEmissions EU, le calculateur d'empreinte de vol de l'UE et les **facteurs d'émissions** des entreprises britanniques doivent correspondre à la globalité des voyages d'affaires **dans une portée mondiale**. De plus, celles-ci doivent uniformiser les règles du jeu en exigeant **l'utilisation d'un indice de forçage radiatif** d'au moins 1,7.



Carburants d'aviation durables (SAF)

Pour réduire les émissions futures, les entreprises se tournent vers les achats de SAF, imposés par les mandats ReFuel au niveau européen et au Royaume-Uni, et encouragés par la Feuille de route du grand défi SAF aux Etats-Unis.

Pour aider à atteindre les objectifs en matière des e-carburants les plus durables produits à partir d'énergies renouvelables, les décideurs politiques doivent **faciliter les investissements privés dans les projets d'e-carburants et leur mise à l'échelle**.

Conclusion

Le meilleur moyen de contrôler les émissions de l'aviation au cours de cette décennie est de mettre fin à la croissance de la demande, et pour cela, la réduction des émissions liées aux voyages d'affaires est essentielle. Des mandats visant à réduire de moitié les émissions liées aux voyages d'affaires et des mesures pour la mise en place d'un cadre favorable, accéléreront les changements transformationnels en cours vers la mobilité de l'avenir - un avenir avec des voyages d'affaires ciblés.

'Travel Smart' est une campagne mondiale menée par Transport & Environment (T&E) au sein d'une coalition de partenaires à travers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. Elle a pour but d'aider les entreprises à se déplacer de manière ciblée afin de réduire les émissions des entreprises et de l'aviation, tout en accélérant l'innovation et l'expansion des progrès en matière de voyages durables.